

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments:/
Commentaires supplémentaires:

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Continuous pagination/
Pagination continue
- Includes index(es)/
Comprend un (des) index
- Title on header taken from:/
Le titre de l'en-tête provient:
- Title page of issue/
Page de titre de la livraison
- Caption of issue/
Titre de départ de la livraison
- Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

MONTREAL, 1^{er} FEVRIER 1899



LA PETITE REVUE



Economie Politique et Sociale
Littérature — Philosophie — Sciences — Arts

RÉDIGÉE EN COLLABORATION

SOMMAIRE DU N^o 3

Le Discours de M. Turgeon — L'évêque
Bruchési dans le rôle d'Intrigant — C'est
bien parlé — Bourassa et Chiniquy — Cressé
le Grand — Les Empiètements de la France
— Le Club Cobden — Un Discours de M.
John Morley — L'Hon. Docteur Marsil —
Revue Musicale — Barbarie Anglaise —
Gambetta — Anecdote — Le Voile — Etc.

PRIX

—
Le Numéro

3 cts

ABONNEMENT

—
Par Année

75 cts

TOUTE CORRESPONDANCE ayant rapport à la RÉDACTION et à l'ADMINISTRATION
doit être adressée à LA PETITE REVUE, Boîte de Poste 2177

ALPH. PELLETIER, Imprimeur-Editeur, 36, rue St-Laurent, Montréal

Téléphone Bell . Main 2256

LA PETITE REVUE

ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE,
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

Vol. I

MONTRÉAL, 1^{er} FÉVRIER 1899

N° 3

LE DISCOURS DE M. TURGEON

Le gouvernement provincial vient de soumettre aux chambres un projet de loi sur l'Instruction Publique, qui ne diffère pas beaucoup de celui de l'an dernier, sauf que la clause qui pourvoyait à la création d'un ministère a été biffée parce que, a dit l'Honorable M. Robidoux : l'obstacle sur lequel elle s'est heurtée il y a un an, existant encore, il eut été puéril d'y retourner de nouveau avant que les événements l'eussent écarté. C'était sage et tous les bons libéraux avaient su gré au gouvernement de sa prudence et de l'assurance qu'il nous donnait par la bouche autorisée de son secrétaire, et en même temps était le promoteur de ce projet de loi, que ce qui était différé n'était pas perdu.

Nous avons cru jusqu'au discours de M. Adélarde Turgeon que cette déclaration du Secrétaire Provincial était officielle et qu'elle reflétait sinon la pensée commune du cabinet, du moins la pensée *solidaire*, car il est un principe constitutionnel bien défini qui veut que les divergences d'opinions qui peuvent se produire au sein d'un ministère s'effacent et se confondent devant une expression qui représente la majorité. Il est bien permis à un ministre de ne pas partager l'avis de ses collègues, mais il n'y a qu'une manière constitutionnelle pour lui de marquer son dissentiment, c'est son retrait pur et simple.

C'est comme cela que l'ont toujours compris les véritables hommes d'État soucieux de leur dignité personnelle et du rôle auguste qu'ils ont à jouer.

M. Adélarde Turgeon, qui est pourtant un esprit libéral, en a malheureusement jugé autrement. Il vient de donner à la chambre et au pays le singulier spectacle d'un adviseur de la couronne désavouant dans l'enceinte parlementaire l'avis que, comme ministre solidaire d'un cabinet, il a donné à Sa Majesté. Et ce qu'il y a de plus pénible, c'est qu'il n'ait pas prévu ce que sa conduite avait d'humiliant pour ses collègues, particulièrement pour M. Robidoux.

Si, comme le dit M. Turgeon, ses idées se sont modifiées depuis un an, il avait l'impérieux devoir de ne pas les mettre toutes dans le même portefeuille.

Le discours de M. Turgeon, s'il traduit le sentiment de tout le cabinet, donnerait raison au Conseil Législatif d'avoir rejeté l'an dernier le bill de l'Instruction Publique. Est-ce bien à nous à donner raison au Conseil ?

Non.

L'ÉVÊQUE BRUCHÉSI DANS LE RÔLE D'INTRIGANT

La *Gazette* nous apportait ces jours derniers une page de roman, avec l'évêque Bruchési comme premier rôle. *La Presse* et *La Patrie*, qui ont toutes deux leur directeur à l'archevêché, ont pris soin de ne pas reproduire ce document qui est vrai du commencement à la fin, et qui a seulement le défaut d'être incomplet : il y a des choses très graves contre notre évêque qui y sont omises, par exemple son rappel à Rome, ses excuses à M. Marchand, etc. Le récit de la *Gazette* établit que le chef du diocèse de Montréal a pris des moyens qui sont loin d'être honorables pour essayer d'arrêter le projet de réforme scolaire et l'acte qu'il a commis tient de la fourberie.

Un laïque qui se serait permis ce qu'a fait l'évêque Bruchési à Rome, serait un homme déshonoré pour la vie. Lisez avec attention :

(Traduction)

“ On rapporte que l'honorable M. Marchand a dit à la législature, en réponse à M. Marion, qu'il n'avait pas eu avec le cardinal Rampolla de correspondance dont il eut à rendre compte à la Chambre. Sans doute, le premier ministre a profité d'une légère erreur dans la question posée par M. Marion pour sortir d'une position difficile. Le fait est que M. Marchand lui-même n'a jamais eu de correspondance avec le secrétaire de la Propagande, mais c'est l'ex- lieutenant-gouverneur. La part du premier ministre dans toute cette histoire, a consisté à écrire une longue lettre à Mgr Bruchési, archevêque de Montréal.

Quand le jeune archevêque de Montréal alla à Rome en 1897, il eut une audience du Pape Léon XIII, qui s'informa de la situation de l'Eglise dans la province de Québec. Mgr Bruchési répondit que les fidèles étaient absolument soumis, mais que le gouvernement était sur le point de mettre devant la législature un bill sur l'Instruction publique, dont la teneur était à l'encontre des principes catholiques romains.

“ Alors, si tel est le cas, a déclaré le Pape, cette mesure ne devrait pas être adoptée maintenant.”

Immédiatement après que l'évêque eut quitté le palais du Pape, il câbla à Sir Adolphe Chapleau, alors lieutenant gouverneur, le message suivant :

“ Le Pape demande sursis bill instruction publique.” (Le Pape demande que l'on retarde l'adoption du bill de l'Instruction Publique.)

Sir Adolphe Chapleau fit demander son premier ministre, l'hon. M. Marchand, et lui montra la dépêche.

Le premier ministre fut fort décontenancé, et exprima sa grande surprise à la manière dont Mgr Bruchési devait avoir représenté à Rome la politique du gouvernement. Le bill de l'instruction publique était alors dans les mains du proposeur et du second de l'adresse, vu que la législature avait été convoquée pour dans quelques jours.

De plus, le bill avait été annoncé, pour ainsi dire, dans tous les organes du gouvernement, et ne pouvait pas très facilement être retiré. Sous de telles circonstances, le premier ministre déclara fermement à Sir Adolphe qu'avant de laisser toucher au projet de loi le cabinet résignerait. Le lieutenant-gouverneur dont l'influence à Rome avait toujours été grande, télégraphiait immédiatement au cardinal Rampolla qu'il était impossible de retirer le bill, et qu'il écrivait sur le champ pour expliquer les raisons du gouvernement. Le cardinal répondit que le Pape n'avait pas ordonné le retrait de la mesure. Toutefois, sir Adolphe écrivit le jour même, tel qu'il l'avait promis, une longue lettre, dans laquelle il prenait vigoureusement la défense de la loi projetée du gouverneur, qui, prétendait-il, au lieu d'être au détriment de l'éducation catholique, était très favorable, vu qu'elle procurait aux autorités cléricales l'aide de l'État. Il fit aussi l'éloge des bonnes dispositions des ministres envers l'Église, et se laissa aller, à sa guise, à des dissertations philosophiques sur l'éducation en général. Sir Adolphe écrivit aussi à son grand ami, Monseigneur Merry del Val, l'ex-délégué papal au Canada, et s'assura que le bill proposé de l'éducation était dans sa lettre une copie de ce qu'il avait écrit au cardinal Rampolla.

Dans l'intervalle, M. Marchand, qui s'était vu exposé à résigner, crut devoir au moins dire quelque chose à l'archevêque de Montréal. Par conséquent il lui adressa un document de deux pages de clavigraphie, dans lequel il témoignait humblement de sa surprise de l'attitude de ce prélat au Vatican. Il (M. Marchand) s'était permis de croire, disait-il, que plus de soixante ans de soumission et de dévouement à l'Église lui donnaient droit à l'entière confiance de ses supérieurs. Malheureusement, il s'était trompé. Il était étonné qu'un archevêque informât le Pape sur une mesure publique sans avoir les documents officiels. En effet, tout ce que Sa Grâce avait pour se guider, en cela, c'étaient les rapports des journaux conservateurs, dont les auteurs étaient parfaitement étrangers au bill lui-même.

Mgr Merry del Val, d'un autre côté, répondit à Sir Adolphe, qu'il ne pouvait comprendre l'attitude de Mgr Bruchési.

Ce sont là les faits."

M. l'évêque Bruchési a été tellement contrarié par toute la publication de cette histoire qu'il ne veut plus recevoir la *Gazette*. Oui, il s'est désabonné et ses agents d'annonce se sont chargés d'en informer le public.

C'EST BIEN PARLÉ

M. Rainville et M. Gouin ont parlé en libéraux, la semaine dernière, à la Chambre de Québec sur le bill de l'instruction publique. Ils ont déclaré au nom de tous les citoyens bien pensants que les laïques ne pouvaient subir plus longtemps l'injustice et l'humiliation de n'être pas sur le même pied que les ecclésiastiques au Conseil. Si ceux-ci peuvent, en leur absence, se faire représenter, ceux-là devraient avoir le même droit ; ou bien qu'on refuse ce privilège aux uns comme aux autres.

La question de l'éducation intéresse certainement plus les laïques, qui ont des enfants, que les évêques qui n'en doivent pas avoir ; cependant jusqu'ici nous n'avons pas été traités comme nous aurions dû l'être. L'affirmation de civisme faite par M. Rainville aurait dû retentir dans le parlement, il y a vingt ans ; nous serions plus avancés que nous ne le sommes aujourd'hui ; l'autorité ecclésiastique serait tenue de compter avec nous, et notre influence dans le domaine scolaire, s'exercerait d'une façon déterminante. Mais pour être en retard, nous n'en devons pas moins faire notre devoir et nous espérons que M. Rainville et M. Gouin auront encore le courage d'attitudes semblables. Dans tout le débat à Québec, nous avons remarqué que les *bleus* ont derechef joué aux soutiens du trône et de l'autel et posé aux grands catholiques. Ces avachis-là feraient les dernières bassesses pour reconquérir le pouvoir.

BOURASSA ET CHINIQUY

La polémique entre l'abbé Bourassa et Chiniquy mort est d'un ridicule achevé.

M. Bourassa aurait dû au moins attaquer les enseignements de Chiniquy de son vivant ; cela aurait été plus brave. Ce singulier débat prouve une chose, toutefois : c'est que les mêmes évangiles servent aux protestants et aux catholiques, que les uns et les autres se battent à coups d'interprétations et qu'on peut faire dire des choses contraires aux mêmes textes, qu'on dit pourtant sacrés. Est-ce de naître à donner la foi ?

Est-il raisonnable de croire, par exemple, que le Christ a commis le bebête calembourg de *tu es Pierre et sur cette pierre* pour prouver le caractère divin de la religion qu'il fondait ?

Est-il permis à un homme intelligent de croire ce que disent St-Mathieu et St-Luc, qui d'ailleurs ne surent jamais écrire ?

Le testament de Chiniquy et la conférence du bon abbé Bourassa se valent par les citations aussi bien que par les vérités qu'ils veulent établir.

CRESSÉ LE GRAND

L. G. A. Cressé, qui a laissé à l'Hotel-de-ville, le souvenir d'un échevin fort passionné est aujourd'hui le chef des conservateurs dans le district de Montréal.

Cressé le Grand, comme l'appellera l'Histoire des nullités, est un homme chez qui l'ambition et l'audace remplacent l'instruction et la culture, et qui supplée au savoir par l'intrigue.

Faut-il qu'un parti soit dépourvu pour mettre à sa tête un homme aussi insignifiant ! Faut-il que la partisanerie abêtisse les esprits pour que des hommes intelligents mettent un sceptre entre de pareilles mains ?

Nous ne lui voulons point de mal à ce M. Cressé et nous n'avons rien personnellement à lui reprocher, mais il nous répugne de voir des incapables de son espèce passer avant les hommes instruits et posés et il faut donc que nous soyons dans une pénurie complète d'hommes sérieux pour qu'un Cressé en soit arrivé à jouer un rôle dirigeant.

Nous plaignons sincèrement les bons conservateurs de cette humiliation.

LES EMPIÈTEMENTS DE LA FRANCE

Questions posées à l'Hon. M. Chamberlain, Ministre des Colonies

NOUS AURONS PROBABLEMENT LA GUERRE

Londres, 25 janvier 1899.

M. Darling demande à M. Chamberlain si la Tunisie est encore, oui ou non, sous la dépendance de la Turquie, si le pays est, oui ou non, occupé par les troupes françaises, et si la France a fixé une date pour l'évacuation.

M. Pretty-Nose demande si l'Algérie est encore, oui ou non, sous la dépendance du dey d'Alger, et si le gouvernement français se montre, oui ou non, disposé à retirer les troupes qu'il entretient, au mépris des traités, sur le territoire de l'ancienne régence.

M. Walk-Over demande si le Tonquin est encore sous la domination de l'empereur de Chine, et si la France compte rester établie plus longtemps dans cette possession du Céleste-Empire.

M. Brokendown demande avec violence si la Franche-Comté est encore, oui ou non, sous la dépendance de la maison d'Autriche, si le gouvernement de la République compte un jour ou l'autre, retirer les garnisons qu'il y entretient illégalement depuis le règne de Louis XIV, et s'il a fixé une date pour l'évacuation.

M. Plumpudding demande si la ville de Calais est encore, oui ou non, sous la dépendance de sa gracieuse majesté britannique, et si M. Deleassé a désigné une date pour le retrait des troupes que la France y a indûment installées en 1558, quand la ville fut prise par le duc de Guise sans le consentement du roi d'Angleterre.

M. Don'tyouknow demande avec des larmes de colère dans la voix, s'il est vrai qu'il existe encore une tribu sauvage connue sous le nom de Canadiens-Français qui se serve encore de cette langue barbare que les Anglo-Saxons apprennent si difficilement ; et s'il est aussi vrai qu'il existe à Québec un monument dédié à la mémoire de Wolfe et de Montcalm.

Il faudrait proscrire la langue française et faire enlever cette partie du monument dédié à un général français.

M. Narrowmind s'est laissé dire que le drapeau français flottait " à tout bout de champ " sur les édifices publics, sur les églises, sur les maisons particulières dans le pays habité par cette tribu sauvage et connue officiellement sous le nom de Province de Québec.

M. Blastyourimpudence demande une réponse immédiate aux rumeurs que fait circuler ce *Syndicat des menteurs* connu sous le nom de Presse Associée, assavoir que des centaines de personnes de race Anglo-Saxonne ne parlant plus un traître mot d'anglais, ayant abandonné leur langue maternelle pour adopter la langue française au contact des petites *Canayennes* d'en bas de Québec. Des Warren, des McClure, des McDenough, des Hamilton, des Wilson, des Smith, des Johnson, des McDonald, etc., ont été francisés sournoisement et tout cela, avec l'affaire des morues de Terre-neuve, demande une guerre immédiate. Il faut du sang pour laver cette affront. Et l'affaire d'Anticosti où un Français de Paris est en train de dépenser des millions pour rendre cette île habitable. Il me faut une réponse immédiate, entendez-vous, M. Chamberland ?

Lord Hot Scotch demande s'il est vrai que le Ministre des Colonies lui-même ne serait pas un Canadien-Français du nom de Chamberland, fabricant de vis, à Providence, Rhode Island, qui a changé son nom pour celui de *Chamberlin* pour faire croire aux imbéciles qu'il appartient à la race supérieure. Répondez vermissseau et rénégat à votre nationalité. M. Chamberlin baisse la tête.

M. Bottom, aux applaudissements de l'assemblée entière, demande si l'Angleterre est encore, oui ou non, sous la dépendance de la dynastie saxonne, et si la France a donné, oui ou non, des assurances formelles pour le retrait, à une date quelconque, des troupes qu'elle continue à entretenir dans l'île depuis la bataille d'Hastings, gagnée par l'aventurier français, Guillaume le Conquérant.

La séance continue au milieu d'un tumulte indescriptible et le dit Chamberland répond, en sacrant, que le diable emporte les curieux.

C'est la guerre guerre guerre,
C'est la guerre qu'il nous faut.
Hip, hip. Hourra !

LE CLUB COBDEN

Connaissez-vous l'histoire du couteau de Jeannot ? C'était un petit instrument tranchant dont on avait successivement changé la lame et le manche, mais qui, assurait-on, était toujours le même couteau. Eh bien, c'est précisément l'histoire du Cobden Club, le club de M. W. Laurier.

Et tout d'abord, qu'est-ce que le Cobden Club ? C'est une société d'économistes, fondée en 1866, pour propager la pratique du libre-échange et les autres doctrines de son patron, Richard Cobden. Ce club se distingue des autres institutions de ce genre en ce sens qu'il n'en est point un. Je me souviendrai toujours de l'ahurissement du spirituel et sympathique baron de Haulleville lorsqu'il se rendit à Londres. Il avait été élu membre du Cobden Club, et il s'imaginait trouver ici un cercle avec tous les aménagements de luxe et de confort qui caractérisent ces établissements en Angleterre. Qu'on se figure sa surprise et son désenchantement en apprenant que les membres du Cobden Club n'avaient point de local pour abriter leur tête, qu'ils se réunissaient où et quand ils le pouvaient, et que toutes les jouissances sociales qu'ils retiraient de leur position se bornaient à quelques conférences assez largement espacées. Ce fut la première désillusion de l'excellent baron en Angleterre : il en eut bien d'autres.

Le Cobden Club était plus connu à l'étranger sous le nom d'École de Manchester. Le programme de ses doctrines pouvait se formuler ainsi : La paix à tout prix et avec tout le monde ; tout pour le commerce et par le commerce ; le libre-échange sur toute la ligne ; plus d'acquisitions coloniales, l'Angleterre avait assez de colonies, et même plus qu'assez. Tels étaient les principes de M. T. B. Potter, le dernier président du Cobden Club, qui a été rejoint, l'autre jour, la majorité.

Il paraît que son programme est mort avec lui. Lord Farrer, le nouveau président du Cobden Club, vient de lancer une sorte de manifeste par lequel il notifie aux puissances de l'Europe son avènement et les nouvelles doctrines de son association. Il inscrit sur son drapeau les deux principes de l'expansion coloniale et de la " porte ouverte." Il fait savoir aux puissances qui s'emparent à l'envie des points non occupés du globe, qu'elles peuvent, si elles sont assez peu éclairées sur leurs propres intérêts pour agir ainsi, établir des tarifs douaniers chez elles, mais qu'il ne leur reconnaît point le droit de les étendre à leurs nouvelles possessions. En d'autres termes, lord Farrer leur donne à entendre que si elles ne laissent pas la porte ouverte, on l'enfoncera. Cette nouvelle théorie du libre-échange à coup de canon ne laisse pas d'être originale. Et pourtant, il y a des gens qui nous assurent que ce nouveau cobdénisme n'est qu'un retour à l'ancien, qui aurait été per-

verti par M. Potter et l'Ecole de Manchester. On prétend que M. Cobden, ce doux et pacifique quaker, — était prêt à voter cent millions sterling (deux milliards et demi de francs) pour assurer la supériorité de la marine anglaise sur toutes les autres flottes européennes réunies, et qu'il n'était pas d'avis que les colonies fussent une cause de faiblesse et de danger pour la mère-patrie. Dans ce cas, le couteau de Jeannot, auquel je faisais allusion tout à l'heure, aurait toujours la même lame ; il n'y aurait que le manche de changé. Je me permets d'en douter.

X...

UN DISCOURS DE M. JOHN MORLEY

Le discours prononcé tout récemment par M. John Morley à Bréchin est d'un bout à l'autre une attaque vigoureuse contre la politique impérialiste chère à M. Laurier.

Vous pouvez l'appeler jingoïsme, a-t-il dit, vous pouvez l'appeler impérialisme, appelez cette politique comme vous voudrez, l'impérialisme, dans le sens qu'on attache maintenant à ce mot, entraîne nécessairement avec lui le militarisme. Et le militarisme signifie des dépenses gigantesques, grandissant chaque jour ; il signifie encore le développement dans le gouvernement et dans le pouvoir des classes aristocrates et privilégiées, la dispersion de l'argent des contribuables de tous côtés, excepté dans la poche des contribuables eux-mêmes.

Enfin le militarisme veut dire guerre, et vous pouvez voir dans l'histoire que ce n'est pas le hideux démon de la guerre, mais la paix aux blanches veines qui a été la nourrice et la gardienne de la liberté, de la justice et du bonheur de la grande armée des travailleurs.

M. Morley dit que l'impérialisme compris dans le sens du devoir national et mis au service de l'humanité est une noble tâche et que ce n'est pas de celui-là qu'il peut parler, ni détourner les libéraux ; mais il laisse entendre que c'est au développement pris par l'autre impérialisme qu'est dû son retrait de la politique active.

L'HON. DOCTEUR MARSIL

Le Docteur Marsil, le vieux patriote de St-Eustache, est mort. Nous perdons en lui un libéral de la vieille école, un combattant à l'âme bien française.

La vie de Marsil a été une pensée soutenue, un épanouissement permanent, un hommage de chaque jour à la mémoire des héros de 1837-38. Sa patrie, c'était sa province de Québec drapée dans la gloire des aïeux, parlant la belle langue française, et s'honorant dans la conservation des traditions, des souvenirs et des droits.

A l'honneur de Marsil il faut dire qu'il n'était pas *britisher*, mais qu'il gardait tous ses sentiments pour sa race. Nous formons des vœux pour qu'il soit remplacé par un *rouge*.

REVUE MUSICALE

Le grand évènement du mois est bien le concert dont viennent de nous régaler Marcella Sembrich et Pol Plançon assistés de quelques artistes de premier ordre, concert qui a pris notre bonne ville d'assaut et transporté au théâtre de Sa Majesté tout ce que Montréal compte de musiciens, d'amateurs, de jolies femmes et de *snoobs*.

Rarement, depuis les grands jours d'Albani, avait-on vu affluence aussi considérable. Dame ! les étoiles étaient de première grandeur et valaient bien un brin de dérangement.

Marcella Sembrich est une chanteuse formée à bonne école, à la voix bien timbrée, pleine de chaleur, se prêtant admirablement à l'interprétation des grands ouvrages dramatiques. Elle a remarquablement chanté l'air du 3e acte de "La Traviata" et l'auditoire dans son enthousiasme lui a fait la plus chaleureuse ovation. Dans le duo d'"Hamlet," qu'elle a chanté avec le baryton Campanari, je lui aurais voulu un peu plus de délicatesse d'émotion et plus de naturel. Jamais, oh ! non jamais elle n'aurait dû chanter l'insipide valse de la fin. Ces chanteurs !

En Plançon, le public retrouvait une connaissance vieille d'une année déjà. Aussi quel accueil, mes amis ! fallait être là. Cet artiste a créé toute une sensation chez nos amateurs et je sais un bon nombre de personnes qui ne jurent plus que par Plançon. A leur place je jurerais plutôt par Beethoven, Schuman, Gounod, Berlioz, Wagner ou Godard, même si j'étais femme. Que voulez-vous ? bien des têtes sont montées. . . Alleluia ! alleluia !

Convenons que, pour être basse profonde, Plançon n'en possède pas moins une façon de chanter, de dire, qui n'est pas banale du tout, qu'il a des envolées superbes, et que lors même qu'il n'est pas tout à fait dans son rôle ou dans son élément, au concert, par exemple, il reste toujours fort intéressant, impeccable.

J'aurais aimé entendre Plançon en des pages plus intéressantes que celles qui lui étaient assignées par le programme ; j'aurais voulu le voir sortir du genre un peu trop. . . comment dirais-je bien ? . . . popu. . . laire. . . pour un artiste de l'Opéra de Paris. Cependant, et c'est là que je reconnais l'artiste, — il a su faire de la *Chanson du Blé* (Massé) et de *Embarquez-vous* (Godard) un véritable régal de gracieuse poésie. Très aimable en rappel, l'ami Plançon ; il nous a répété avec le plus grand art *Les Deux Grenadiers* (Schumann) qu'il nous avait fait entendre l'an dernier. Dans cette pièce magistrale, le chanteur atteint des hauteurs idéales.

Le reste du programme a été exécuté de façon très convenable par des artistes très consciencieux qui, jetés dans l'ombre par les astres radieux de Madame Sembrich et de Plançon, n'en n'ont pas moins réussi à produire la plus favorable impression. Je leur en fais le sincère compliment.

Il ferait bon d'assister souvent à des concerts aussi bien équilibrés, à condition, toutefois, que l'on voulût bien baisser un peu le prix des places. Entre nous, quatre dollars pour une place, c'est un peu cher ; c'est implanter chez nous les mœurs théâtrales des Américains : le théâtre pour les riches seulement ; c'est fermer la porte au nez des artistes et des amateurs que la fortune néglige d'accabler de ses faveurs ; c'est en un mot cultiver le *snobisme* au détriment de l'art. En effet, combien, sur cette masse accourue de tous les coins pour voir et être vue, donneraient cinquante *cents* pour entendre une œuvre sérieuse, une symphonie, par exemple ?

Je tiens pour certain qu'il n'y en a pas huit sur cent et voici qui appuie mon assertion.

Les meilleurs instrumentistes de Montréal, formés en société sous le nom d'*Orchestre Symphonique*, font de louables efforts pour répandre le goût de la belle musique et se créer en même temps une situation convenable ; à des époques déterminés, ils donnent dans ce but des concerts de réelle importance, généralement supérieurs en qualité à ceux dont nous *gratifie* la plupart des artistes venus de l'étranger. Cependant, qu'arrive-t-il ? Au dernier concert la salle du Windsor était encore à peu près vide. Croyez-vous, lecteur, que ce soit très-réjouissant pour ces braves pionniers de la musique ?

Après toutes les tentatives des années passées, il est devenu évident que le public boude avec persistance les concerts d'organisation locale, quelle qu'en soit l'excellence. A quelle cause faut-il attribuer son apathie regrettable ? A son inaptitude musicale ? Ce serait, je crois, faire erreur ; le Canadien, à l'instar de ses cousins de France, aime passionnément la musique. Seulement, son éducation musicale étant à peine ébauchée, il est assez logique qu'il ne puisse encore déguster de savantes symphonies ou d'interminables concertos. Si donc, on lui sert d'abord de ces plats que les amateurs expérimentés peuvent à grand'peine digérer, on risque fort de l'ennuyer inutilement, pour ne pas dire plus. C'est, à mon sens, mettre la charrue à la mauvaise place.

Chefs d'orchestres, grands et petits, laissez-là d'hui à quelques années encore vos rêves de grande musique, de concerts monstres, de couronnes de lauriers, de salles croulant sous les applaudissements d'un auditoire enthousiasmé, et portez ailleurs le concours de vos talents ; préparez une génération d'amateurs de musique en forçant les portes des écoles : c'est là que, pour le moment, se trouve votre véritable champ d'action. Le gouvernement ne s'occupe pas de vous ? Adressez-vous aux commissions scolaires ; formez-vous en associations de travail utile, de combat artistique, et non de mendicité comme on tente de faire en certains quartiers ; organisez des conférences, groupez-vous en vue des moyens à prendre pour intéresser à vos travaux la grande masse du public.

La compagnie de Pianos Pratte, cédant à un concours de circonstances malheureuses, s'est vue dans la nécessité de suspendre ses opérations. Cette nouvelle a péniblement affecté notre monde musical où les Messieurs Pratte jouissent de l'estime générale.

M. L. E. N. Pratte et ses frères, après des années d'études et d'expérimentations, avait réussi à placer sur le marché un piano de tout premier ordre, pouvant supporter gaillardement la comparaison avec les produits des plus grands facteurs de toute l'Amérique. Déjà ces instruments avaient été remarqués par des sommités musicales de France et créaient au loin une excellente renommée à l'industrie canadienne.

Je me plais à croire que la maison Pratte n'a à faire face qu'à des embarras passagers et qu'elle aura bientôt raison de quelques faiseurs de camelotte qui lui font une lutte aussi haineuse que malhonnête.

Vu rue Ste-Catherine, près la rue St-Denis, sur une enseigne de dimensions colossales :

Pianos

X... et X...

MusiqueS

Voilà une grosse S qu'il serait décent de cacher !
Corrigeons-nous, dirait ce bon Fréchette.

GASTON LE FRANC.

BARBARIE ANGLAISE

Le Sirdar Kitchener et les soldats anglais ont souillé la victoire d'Omdurman par des actes de barbarie atroce et ils ont passé à l'épée les derviches blessés qu'ils trouvaient sur le champ de bataille. C'est dans une revue anglaise, *The Contemporary Review*, sous la signature de M. Bennett que sont dénoncés ces massacres, ces excès de sauvagerie qui forment une tache d'opprobre sur la civilisation britannique.

Nous éprouvons une certaine satisfaction de vengeance à mettre sous le nez des insulteurs de la France les propres turpitudes de leur nation.

Le fort est faible par son hésitation, le faible est fort par son audace.

GAMBETTA

Ce matin, pour le seizième anniversaire, les républicains et les patriotes, demeurés fidèles à la grande mémoire de Gambetta, iront raviver leur civisme à la modeste maison des Jardies. Jamais conjonctures plus troubles n'ont montré plus nécessaire ce pieux pèlerinage. Une fois l'an, du moins, on se remémore les nobles enseignements de l'homme d'Etat, si l'on a le regret de ne plus entendre sa voix éloquente. Elle fait, hélas ! douloureusement défaut à la cause de la démocratie, de la justice et de la liberté.

La religion du souvenir, simple et pure entre toutes, se manifeste chaque premier dimanche de janvier, sous la forme la plus touchante. Amis connus et inconnus, parlementaires et gens du peuple, anciens collaborateurs de la *République Française* et jeunes admirateurs d'un nom déjà lointain, défilent dans l'humble chambre, basse de plafond, où expira celui qui avait été le tribun de l'opposition irrécyclable, l'âme de la Défense nationale et l'organisateur du parti républicain. Œuvre triplement considérable, accomplie en une courte destinée.

A la porte, le service est fait par les pompiers de Sèvres, sous le commandement du brave et sympathique capitaine Drappier. Par malheur, il n'y aura plus cette année, pour recevoir, l'excellent maire, le docteur Midrin, ce Bourguignon spirituel et aimable, qui était vice-président de l'Association gambettiste, et que la mort a frappé, au mois de juin dernier, dans l'exercice de ses fonctions à l'hôpital, comme un soldat sur la brèche, il sera remplacé par son successeur, M. d'Echerrac, assisté des deux dévoués adjoints du regretté Midrin, MM. Charpentier et Lamare. Auprès d'eux se trouvera le maire de la commune de Ville-d'Avray, limitrophe des Jardies, et ce magistrat est précisément M. Gast, que sa parenté avec le colonel Piequart et sa sollicitude pour le prisonnier du Cherche-Midi ont récemment mis en évidence.



Des discours seront prononcés. Par qui ? Entre les proches de Gambetta, les uns, tels que MM. Ranc et Isambert sont restés à gauche et ont incliné vers le radicalisme, les autres, comme M. Waldeck-Rousseau, ont évolué vers une politique plus modérée et plus rassise. Tous du moins, conservent cette foi patriotique, puisée à bonne source, et qui voue un égal attachement à l'armée et à la justice, au drapeau et à la loi, les deux forces indissolubles d'un Etat républicain. Aussi bien les paroles des orateurs ne sauraient être qu'un faible écho de la voix qui, du fond de la tombe, parlera aux esprits assez clairement et assez haut.

Le Gambetta de 1870 rappellera à ceux qui savent comprendre et

ne savent pas oublier, les graves et indéfectibles devoirs envers la patrie. Lui qui n'a jamais voulu désespérer parmi les plus cruels jours d'épreuves, enseignera aux découragés d'à présent que les traditions historiques et intellectuelles de cette personne morale qui s'appelle la France, ne comportent ni lassitude, ni déchéance, ni scepticisme. Il élèvera l'idée nationale bien au-dessus de nos querelles fugaces et de nos conceptions contingentes. Il évoquera l'image du patriotisme intégral, qui ne veut ni renier ni laisser tomber en déshérence aucune parcelle du patrimoine plusieurs fois séculaire.

Le nom seul de Gambetta est une protestation contre toute atteinte, préméditée ou fortuite, à la vraie patrie française. Il désavoue le socialisme malsain qui énerverait l'activité individuelle ; il répudie le collectivisme germanique qui serait la ruine de cette petite propriété issue de la Révolution, dont les efforts, incessamment renouvelés, sont une garantie tout à la fois de stabilité et de progrès. Il rejette, avec la clairvoyance du génie, cette fausse aristocratie de castes — rappelez-vous ces apostrophes aux classes prétendues dirigeantes et sa confiance absolue dans les nouvelles couches sociales — pour ne reconnaître d'autre supériorité que celle du mérite personnel et de la libre intelligence. Car il avait, selon sa saisissante et familière expression, et il conviendrait que nous eussions comme lui, " les entrailles démocratiques."

Le césarisme, dont nous apercevons aujourd'hui le réveil et les menaces, encourut les haines de sa jeunesse et lui fut odieux jusqu'à son dernier souffle. Esprit de libre examen, il avait horreur de l'ingérence confessionnelle et des menées ultramontaines. Il l'a dit, en termes inoubliables qui résument l'éternelle lutte du gallicanisme contre Rome : " Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! " Et cependant l'ardeur de ses opinions chaudement françaises s'éclairait de la belle humeur d'un tempérament gaulois. Il avait sa saveur de terroir. A l'école des humanités grecques et latines, il s'était complu à recueillir l'élégante forme oratoire adéquate à la pensée, qui savait la revêtir et l'orner, sans la dénaturer jamais. Il empruntait aux anciens le souci des idées générales, à nos vieux auteurs la bonne sève nationale, au grand siècle la langue nombreuse et robuste ; mais surtout il avait hérité des philosophes encyclopédistes une intelligence scientifique, des hommes de 1789 la soif du juste et la passion du mieux. Au risque de provoquer les sourires des sceptiques et les railleries des mièvres, il aimait à répéter le mot d'Adolphe Thiers, devise des libéraux de 1830 comme des démocrates de 1848 : " Je suis un fils de la Révolution."



Le Gambetta, qui de 1871 jusqu'à sa mort, s'est évertué et a réussi à discipliner le parti républicain, nous laisse des exemples et des leçons également mémorables. Il voulait expressément, il a pratiqué avec

un soin jaloux, l'union et la concorde entre les diverses fractions démocratiques. Il les a conduites de l'opposition stérile à la conquête effective du gouvernement. Ce ne fut pas un doctrinaire assis sur le canapé du centre-gauche, mais un stratège habile qui enflammait les masses et les menait à la victoire. Dans ses harangues passe un souffle de Rouget de l'Isle. On dirait d'une transposition ou d'une paraphrase de la *Marseillaise*.

Ce n'est pas lui qui eût jamais, de gaieté de cœur, coupé en deux tronçons l'armée républicaine. Il n'admettait à aucun prix que les réactionnaires impénitents, sempiternels ennemis de nos institutions, qui les ont tour à tour attaqués et par force et par ruse, pussent devenir l'appoint de la majorité et s'ériger en arbitres. De lui encore est cette formule trop méconnue : " On gouverne avec son parti. "

Jamais Gambetta n'eût supporté de conniver avec les ennemis de la République pour garder les apparences du pouvoir et fuir les responsabilités de la conscience. Sa politique fut sans alliage et sans compromission. Le jour où il succomba au Palais-Bourbon, ce fut devant une coalition que comprenait toute la droite, les mandarins orgueilleux du centre et les zoïles de l'intransigeance. La gauche progressiste et démocratique n'avait abandonné ni le chef, ni le drapeau.

Puissent ces souvenirs déjà anciens ne pas demeurer enfermés entre les pages, trop rarement feuilletées, des discours de Gambetta ! Ils devraient, ce matin, se répandre hors de la petite maison des Jardies, pénétrer les esprits, toucher les cœurs, réveiller les vouloirs, stimuler les énergies. S'il est vrai, comme on veut le croire, que les âmes survivent, celle qui jadis inspira le grand patriote républicain serait la bienvenue à s'incorporer à l'âme languissante de la France, pour la vivifier et l'aguerrir. Il est besoin, sans retard, du cordial qui régénère.

ALBERT LE ROY.

TRÈS GRAVE QUESTION

Des journaux catholiques discutent une grave question : « Les scapulaires auxquels sont attachées des indulgences peuvent-ils être en laine foulée ? » La congrégation des indulgences exige qu'ils soient faits *avec une étoffe tissée pure laine*. Ce sont les termes mêmes de son décret du 6 mai 1895. Il paraît que les grâces ne sauraient s'attacher à de vulgaires étoffes *laine et coton*. Mais la pure laine foulée et non tissée, pourquoi l'exclure ? Cruelle énigme !

Colossale sottise de *La Minerve* : « L'on peut dire aujourd'hui que les Etats-Unis ont plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'eux »

ANECDOTE

Il s'agit du *pet de nonne*, cette friandise obligatoire et légendaire du Mardi-Gras, un des meilleurs gâteaux de ménage que puisse savourer bouche gourmande.

Il y avait jadis à l'abbaye de Marmoutiers, près de Tours, une jeune novice du nom d'Agnès. Sage comme une image et douce comme une litanie, pieuse comme un rosaire, stricte et correcte comme un commandement de Dieu, Agnès était l'espoir et l'exemple du couvent. Ajoutez qu'elle était jolie comme un cœur et qu'à tous ses mérites elle joignait de merveilleuses aptitudes gastronomiques, si bien que la digne abbesse se faisait une joie fière de l'élever, à la fois, dans les louanges du Seigneur et dans la pratique savante du grand art culinaire.

C'était un jour de Mardi-gras : grand gala à l'abbaye. Est-ce que l'archevêque de Tours ne doit pas venir en personne bénir une agrafe authentique du manteau de saint Martin et faire honneur, ensuite, à la cuisine du couvent !

L'abbesse de Marmoutiers, elle-même, a mis sa main potelée à la pâte, aidée d'Agnès, la petite nonne.

Devant un chaudron rempli de graisse fine et bouillante, Agnès est debout, les yeux baissés, écoutant les démonstrations savantes de l'abbesse, tenant au bout de sa cuiller une boule de pâte, dont elle s'amuse naïvement.

Tout à coup, ô scandale ! un bruit étrange et sonore, rythmé, prolongé, semblable à un gémissement d'orgue qui s'éteint, puis aux plaintes mourantes de la brise qui soupire dans les cloîtres, vient frapper de stupeur l'oreille indignée des nonnes.

Et ce bruit, d'où vient-il ? On se regarde, on écoute, on se signe. Ce bruit peut-être vient du diable, qui ne fut jamais, comme on sait, un parfait homme du monde. Eh bien, non : ce bruit singulier s'exhale en cadence du manteau de la petite nonne. . .

Confuse et troublée, la pauvre Agnès, sous le regard sévère des religieuses, devient aussi blanche que la cire des cierges ; son corps chancelle, sa jolie tête s'incline et sa main tremblante laisse tomber dans la graisse bouillante la boule de pâte fine que sa cuiller tenait. O miracle ! la pâte aussitôt crépite et se gonfle, se dore, s'arrondit. On dirait un globe d'or. On s'approche, on s'étonne, on goûte ! quel gâteau ! quelle merveille ! Une friandise incomparable et nouvelle était trouvée — qu'on appela le "pet de nonne".

La Presse et *La Patrie* ont changé de front sur la question de la Banque du Peuple. Les deux confrères laissent sacrifier les petits déposants et jouent le jeu des directeurs qui veulent sauver leur fortune du naufrage. Quel dévouement aux intérêts du peuple !

LE VOILE

Une femme vient de mourir, dont le nom évoque une heure qui déjà fut surchargée de scandales. Mme Caffarel, la veuve du général qui sombra dans l'affaire Wilson en France, s'est éteinte à Bruxelles, où elle s'était retirée. La tache faite au nom qu'elle portait, le chagrin de voir finir ainsi l'homme qu'elle aimait, les souvenirs appesantis sur elle, lui avaient fait chercher ce refuge au dehors où elle était entrée en religion. Non point dans la religion contemplative, mais dans celle qui agit, comme doit agir la foi sincère dont parle Polyeucte. Ses derniers jours ont été voués aux malheureux, aux malades, aux plus tristes chevets, aux plus pénibles besognes de la charité, et elle est morte supérieure de l'hospice du Calvaire.

Certes l'entrée en religion, ou même seulement en dévotion, n'est pas un remède nouveau ; on sait l'émouvante réponse de la comtesse de Mailly, qui fut maîtresse du roi, insultée tandis qu'elle était en prières dans une église : et les belles dames des livres de M. Victor Cousin, et même celles de nos romanciers jusqu'en ces derniers temps, trouvaient communément dans l'ombre du cloître la fraîcheur secourable à leurs cœurs brûlants. Mais ce n'est plus guère à cause de l'amour, soit pour l' "avant", soit pour l' "après", soit pour trop peu, soit pour trop, que les femmes d'aujourd'hui renoncent au monde. Est-ce parce qu'il demeure acquis maintenant qu'il n'est point de désenchantement sans espérance quand même, et qu'il n'est plus de douleur éternelle ? On ne sait ; mais le certain c'est que la faillite de l'amour se ressent jusque dans le fond des retraites, et signe des temps, ce sont des âmes blessées plutôt par tout ce qu'outre l'amour, la vie tient si largement de cruel, qui cherche en Dieu le salut, et une autre conception s'est faite de ce qui peut cicatriser, apaiser, effacer.

Devant cette conception-là, découvrons-nous ; elle remplace ce qui était stérile par ce qui est fécond, l'anéantissement par l'oubli de soi dans autrui, l'extase qui rayonnait sur des visages de cire par la volupté d'un dévouement. Cœurs éprouvés par les réalités de la vie et non par des chimères, votre adieu au monde, à vous, constitue ce qui est pour le monde la plus noble leçon, le plus précieux exemple. Bien-faisance, admirable souffrance, celle qui conduit à consoler ; divin égoïsme, celui qui se traduit par cette charité.

M. Laurier, est-ce votre intention de laisser sacrifier les Acadiens au Sénat ?

Faites abonner vos amis à LA PETITE REVUE.

Prix d'abonnement : 75 cents par année.